

Déclaration d'Ekurhuleni

sur

l'eau et l'assainissement pour les villes

à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars 2017
à l'issue du Congrès 'Solutions Climatiques Locales pour l'Afrique' (LoCS4Africa) de 2017

Contexte Mondial

Nous, les gouvernements locaux et infranationaux, nos réseaux et nos partenaires rassemblés à l'occasion du **4^e congrès panafricain pour des solutions climatiques locales en Afrique**, organisé par ICLEI Africa et la ville d'Ekurhuleni à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau à Ekurhuleni, en Afrique du Sud, du 22 au 24 mars 2017,

nous réjouissons de la nouvelle ambition mondiale et de la trajectoire concomitante vers un développement durable prise depuis le congrès LoCS4Africa 2015, et notamment suite à l'adoption des Objectifs de Développement Durable (2015), de l'Accord de Paris sur le climat (2015) et de sa ratification rapide (2016), du Cadre d'Action de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe (2015) et du Programme d'Action d'Addis Abeba qui offre un cadre mondial de financement pour le développement durable (2015), et

reconnaissons la priorité donnée à l'eau et à l'assainissement dans le Nouvel Agenda Urbain, adopté suite à la conférence d'Habitat III (2016) et son intérêt pour le développement urbain et territorial intégré et durable, et

accueillons favorablement l'édition 2017 du rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (en anglais: WWDR) centré cette année sur les eaux usées considérées comme "une ressource inexploitée", qui vient d'être publié à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars 2017, à Durban, en Afrique du Sud, et qui démontre qu'une meilleure gestion des eaux usées est essentielle pour réaliser l'Agenda 2030 pour un développement durable.

Contexte Régional

Dans le cadre du thème du congrès LoCS4Africa 2017 '**De l'eau pour les villes**', nous

reconnaissons l'Agenda 2063: 'L'Afrique que nous voulons', notant en particulier

- l'aspiration 1.10 qui considère les villes et autres types d'implantation urbaine comme des plateformes d'activités culturelles et économiques dotées d'infrastructures modernes et offrant un accès à des coûts abordables à des logements décents, couvrant notamment les besoins de base de la vie comme l'eau et l'assainissement;
- l'aspiration 1.18 qui préconise une Afrique garantissant une utilisation et une gestion équitables et durables des ressources en eau pour assurer le développement socio-économique, la coopération régionale et la préservation de l'environnement, et

saluons les engagements pris dans le cadre de la Position Africaine Commune (PAC) sur l'Agenda 2030 pour le développement durable, et notamment au niveau des piliers trois et quatre:

- le paragraphe 46, qui préconise des politiques urbaines fondées sur des données factuelles et la fourniture de services de qualité et équitables avec l'appui d'un cadre de suivi et de régulation, de partenariats public-privé, d'un renforcement des recettes municipales et d'une collaboration entre les municipalités, les universitaires, les ministères et la société civile;
- le paragraphe 52 sur le besoin d'assurer un approvisionnement constant en eau potable pour tous et de combler les lacunes en matière d'assainissement tout en tenant compte des défis posés par le changement climatique, la désertification et la dégradation des sols, les catastrophes naturelles comme les sécheresses et les inondations, l'érosion de la biodiversité, la gestion des effluents chimiques, l'érosion côtière, la pollution marine et l'élévation du niveau des mers qui menacent l'existence des grands deltas côtiers et des petits États insulaires en développement;
- le paragraphe 55 sur le besoin d'assurer un accès universel et fiable à l'eau potable d'une manière durable, tant dans les zones urbaines que rurales, en améliorant la protection et la gestion des ressources en eau de manière judicieuse afin de préserver la qualité de l'eau et d'assurer l'accès à l'eau pour tous ses différents usages, d'assurer une préservation réelle et une gestion efficace des bassins versants, de minimiser les rejets d'eaux résiduaires, et d'améliorer les systèmes de gestion des eaux usées et de la qualité de l'eau ainsi que les services d'assainissement et d'hygiène dans les zones rurales et urbaines, et
- le paragraphe 58, qui reconnaît le changement climatique comme un des plus grands défis de notre époque, qui exprime une profonde préoccupation quant à la vulnérabilité des pays en développement, particulièrement en Afrique, face aux effets néfastes du changement climatique et qui reconnaît que l'adaptation au changement climatique est une priorité mondiale urgente et imminente.

Nous reconnaissons la 'Vision africaine de l'eau pour 2025: une utilisation équitable et durable des ressources en eau pour assurer le développement socio-économique', qui envisage une **Afrique où l'utilisation et la gestion équitables et durables des ressources en eau permettent la réduction de la pauvreté, le développement socio-économique, la coopération régionale et la préservation de l'environnement.**

Déclaration d'Ekurhuleni

sur

l'eau et l'assainissement pour les villes

à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars 2017

à l'issue du Congrès 'Solutions Climatiques Locales pour l'Afrique' (LoCS4Africa) de 2017

De l'eau pour les villes – Le rôle central des gouvernements locaux africains

La réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015 sera tributaire des progrès effectués au niveau de l'objectif qui concerne les villes, l'ODD 11, ainsi que de la capacité à rendre local l'ensemble des 17 ODD, notamment l'ODD 6 qui fixe des objectifs ambitieux pour assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous.

Nous, les gouvernements locaux et infranationaux, nos réseaux et nos partenaires, rassemblés à l'occasion du **4e congrès panafricain 'Solutions climatiques locales pour l'Afrique'**,

Reconnaissons et plaidons pour une action collective urgente pour:

1. la fourniture locale de services d'alimentation en eau potable et d'assainissement pour nos populations urbaines en pleine croissance, et notamment répondre aux besoins des groupes vulnérables comme les femmes, les personnes âgées et les jeunes, dans le contexte de changements rapides sans précédent au niveau mondial, y compris le changement climatique;
2. répondre à l'urbanisation rapide et aux retards accumulés en matière d'infrastructures urbaines d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans nos villes, en surmontant les défis qui se posent en termes de fonctionnement et d'entretien;
3. dépasser les approches traditionnelles en matière de planification de nos infrastructures urbaines pour permettre une transition vers des solutions innovantes, décentralisées et basées sur la nature qui contribueront à maintenir les écosystèmes sur lesquels reposent ces services dont nous dépendons tous;
4. développer, améliorer et mettre en œuvre des stratégies et des plans d'action locaux intégrés efficaces pour répondre à l'urgence posée par la rareté croissante des ressources en eau qui porte atteinte à un accès équitable à la sécurité alimentaire et énergétique, au développement économique et à la santé et au bien-être de nos populations urbaines;
5. améliorer l'accès aux outils et mécanismes de gestion locale de l'information et des connaissances en matière d'eau et d'assainissement, comme par exemple mettre en place des incitations en faveur des systèmes de collecte des eaux de pluie, afin de construire une résilience locale qui permettra de répondre au changement climatique et d'améliorer les mécanismes de réponse aux catastrophes naturelles, en particulier pour les groupes les plus susceptibles d'être touchés par les risques tels que les inondations ou la sécheresse;
6. répondre à la pénurie de compétences et de capacités; favoriser les partenariats centrés sur la mise en œuvre de solutions locales;
7. permettre un alignement horizontal et une intégration verticale pour assurer une gestion de l'eau et des services d'assainissement durable et systémique;
8. améliorer l'accès des villes aux financements destinés aux actions dans le domaine de l'eau et de l'assainissement;
9. construire un leadership fort qui permettra de mieux sensibiliser l'opinion publique et d'accroître la participation de la population pour dessiner de manière collective et inclusive notre avenir urbain commun; et
10. encourager une gouvernance locale transparente et responsable afin que les gouvernements locaux africains et les populations qu'ils servent contribuent efficacement à la réalisation des ODD

Par conséquent, nous invitons les hôtes de LoCS4Africa 2017, à savoir ICLEI Africa et la ville d'Ekurhuleni, à présenter cette déclaration au Président de l'Union Africaine, au Conseil des Ministres Africains Chargé de l'Eau (en anglais: AMCOW) et au secrétaire général des Nations Unies;

Nous appelons également ICLEI Africa et ses soutiens, les Villes et Gouvernements Locaux d'Afrique Unies (en anglais UCLG-A), C40, leurs membres et les autres réseaux de villes, à disséminer la présente déclaration et à promouvoir ses messages au travers des plateformes régionales et internationales appropriées, comme par exemple la Semaine Mondiale de l'Eau 2017, la Semaine Africaine de l'Eau 2018, le Congrès Mondial 2018 d'ICLEI et AfricaSan, afin de mobiliser une action locale, régionale, nationale et mondiale en faveur de solutions pour l'eau et l'assainissement urbains en Afrique; et

Déclaration d'Ekurhuleni

sur

l'eau et l'assainissement pour les villes

Nous confirmons que la présente Déclaration représente l'engagement pris par les dirigeants des gouvernements locaux, par leurs réseaux et leurs partenaires réunis à l'occasion du congrès LoCS4Africa 2017 de mener des actions locales en matière d'eau et d'assainissement en Afrique. Sont signataires de la présente déclaration:

Chefs de Gouvernement Local:

Mme Sylvia Muzila, Maire de Francistown, Botswana
M. Kagiso Calvin Thutlwe, Maire de Gaborone, Botswana
M. Abel Langsi, Maire de Bafut, Cameroun
M. Wild Ndipo, Maire de Blantyre, Malawi
Mme Sybille Lolocho, Maire de Curepipe, Maurice
M. Kreetanandsing Mohun, Maire adjoint de Flacq, Maurice
M. Nunkoomar Balloo, Président du conseil de district de Moka, Maurice
M. Sunael Singh Purgus, Président du conseil de district de Pamplemousses, Maurice
M. Fernando Neves, Maire de Mocimboa da Praia, Mozambique
M. Manuel de Araujo, Maire de Quelimane, Mozambique
M. Immanuel Wilfried, Maire de Walvis Bay, Namibie
Mme Maria Fetsang Mokati, Maire de Bojanala Platinum District, Afrique du Sud
M. Memory Booysen, Maire d'Eden District, Afrique du Sud
Mme Cynthia Hlope, Membre du Conseil Municipal, représentant Mme Jesta Sidell, Maire d'Ehlanzeni District, Afrique du Sud
M. Mzwandile Masina, Maire d'Ekurhuleni, Afrique du Sud
M. Melvin Naik, Maire de George, Afrique du Sud
M. Sduduzo Gumede, Maire d'iLembe District, Afrique du Sud
Mme Marlene van Staden, Maire de LIM 368, Afrique du Sud
M. Michael Masina, Maire de Steve Tshwete, Afrique du Sud
M. Boyce Maneli, Maire de West Rand District, Afrique du Sud
Lord Isaya Mwita, Maire de Dar es Salaam, Tanzanie
M. Vincent de Paul Kayanja, Maire d'Entebbe, Ouganda
M. Christopher Kang'ombe, Maire de Kitwe, Zambie
M. Wilson Kalumba, Maire de Lusaka, Zambie
M. Martin K. Moyo, Maire de Bulawayo, Zimbabwe
M. Hubert Fidze, Maire de Masvingo, Zimbabwe

Associations de Gouvernements Locaux

Botswana Association of Local Authorities (BALA), Botswana
Malawi Local Government Association (MALGA), Malawi
Association of District Councils (ADC), Maurice
Local Government Association of Zambia (LGAZ), Zambie
Urban Councils Association of Zimbabwe (UCAZ), Zimbabwe

Réseaux de Gouvernements Locaux

Lake Victoria Region Local Authorities and Counties Cooperation (LVRLACC)
Commonwealth Local Government Forum - Southern Africa (CLGF)
C40 Cities Climate Leadership Group (C40)
United Cities and Local Governments- Africa (UCLGA)
ICLEI - Local Governments for Sustainability (ICLEI Africa)

Les dirigeants des gouvernements locaux africains, les associations de gouvernements locaux et les réseaux de gouvernements locaux en Afrique sont invités à souscrire à la présente déclaration. Pour plus d'informations, veuillez contacter le bureau d'ICLEI Africa en écrivant à iclei-africa@iclei.org.